



UGECAM BRETAGNE ET PAYS DE LA LOIRE
2 Chemin du Breil
BP 60075
44814 SAINT HERBLAIN CEDEX

Marché n°289/2025

**CONCEPTION ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON
FROIDE POUR LE DITEP L'ALOUETTE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES	3
ARTICLE 2 – OBJET DE L’ACCORD CADRE	3
ARTICLE 3 – DUREE DE L’ACCORD CADRE	3
ARTICLE 4 – FORME DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 6- REGULARITE DE LA SITUATION SOCIALE ET FISCALE .	5
ARTICLE 7 – PRIX	5
ARTICLE 8 – AVANCE – ACOMPTE	6
ARTICLE 9 – ETABLISSEMENT DES FACTURES - PAIEMENT	6
ARTICLE 10 – NANTISSEMENT – CESSIION DE CREANCE.....	7
ARTICLE 11 – EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 12 – PENALITES	7
ARTICLE 13 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	10
ARTICLE 14 – ASSURANCES	11
ARTICLE 15 – DIFFERENDS ET LITIGES	11
ARTICLE 16 – SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES	11
ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE.....	14
ARTICLE 18 – OBLIGATION DU TITULAIRE D’INFORMER LE POUVOIR ADJUDICATEUR DE TOUT CHANGEMENT DE SITUATION	14
ARTICLE 19 – CLAUSE DE REEXAMEN.....	15
ARTICLE 20 – PRESTATIONS SIMILAIRES A CELLES DU MARCHÉ.	15
ARTICLE 21 – RESILIATION.....	15
ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	15

Pour tout ce à quoi, il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), le titulaire du marché est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS), approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 publié au JORF n° 0066 du 19 mars 2009.

ARTICLE 1 – PARTIES CONTRACTANTES

Le présent accord cadre est passé entre :

D'une part : l'UGECAM Bretagne Pays de la Loire,

D'autre part : l'entreprise titulaire du marché, désignée par l'expression « le titulaire ».

Le représentant du pouvoir adjudicateur est Madame Laurence BROWAEYS, Directrice de l'UGECAM BRPL.

Le Comptable assignataire est Madame Christelle ROINIER, Directrice comptable et financière de l'UGECAM BRPL.

NB : Le titulaire du marché désignera un interlocuteur unique en charge des relations avec l'UGECAM BRPL pour la bonne exécution du marché.

ARTICLE 2 – OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord cadre a pour objet la conception et la livraison de repas en liaison froide pour les différents sites du DITEP L'Alouette :

- Lot 1 : site de La Roche/Yon
- Lot 2 : Antenne des Herbiers
- Lot 3 : Antenne Sud Vendée
- Lot 4 : site de Challans

ARTICLE 3 – DUREE DE L'ACCORD CADRE

Pour les différents lots :

L'accord cadre est passé pour la période allant du 1^{er} mai 2025 au 30 avril 2026.

L'accord cadre est ensuite reconductible 3 fois un an soit :

- Du 1^{er} mai 2026 au 30 avril 2027, pour la 1^{ère} reconduction,
- Du 1^{er} mai 2027 au 30 avril 2028 pour la 2^{ème} reconduction,
- Du 1^{er} mai 2028 au 30 avril 2029 pour la 3^{ème} reconduction.

Dans les 3 mois précédents l'échéance du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur informera, par lettre recommandée avec accusé de réception le titulaire du marché, de sa décision de reconduire ou non le marché.

Le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction du marché.

Le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de non reconduction du marché.

La reconduction est obligatoirement expresse et ne saurait permettre de modifier les conditions et stipulations du marché signé.

ARTICLE 4 – FORME DU MARCHÉ

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles R2162-2 à R2162-6 du code de la commande publique. Conformément à l'article R2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre sera conclu à un maximum de 300 000€ HT.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels comprenant des pièces générales et des pièces particulières énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1) Pièces particulières

Les pièces particulières sont les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, accepté sans modifications par le titulaire. Le document original, qui seul fait foi, est conservé dans les archives de l'UGECAM BRPL,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières, accepté sans modifications par le titulaire. Le document original, qui seul fait foi, est conservé dans les archives de l'UGECAM BRPL.

2) Pièces générales

- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant sur la réglementation des marchés des organismes de Sécurité Sociale,
- L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- Le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique
- Le décret n°2022-767 du 2 mai 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par arrêté du 19 janvier 2009,
- Toutes dispositions réglementaires ou législatives, nationales ou européennes, notamment :
 - Les recommandations du groupe d'études des marchés de restauration collective et de nutrition,
 - Les dispositions du code de la consommation relative aux modes de présentation et inscriptions des marchandises
 - Les dispositions en vigueur concernant l'étiquetage et la traçabilité des viandes et de toute autre denrée alimentaire,
 - L'ensemble des normes homologuées par l'AFNOR et toutes autres normes reconnues équivalentes

Bien que non matériellement jointes au présent document, ces pièces générales sont réputées parfaitement connues des parties.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus

ARTICLE 6- REGULARITE DE LA SITUATION SOCIALE ET FISCALE

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D.8222-5 du Code du Travail, l'UGECAM BRPL se fait remettre, par le Titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (datant de moins de 6 mois).
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K bis).

Par ailleurs, le titulaire transmettra également une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle à jour.

Les documents cités ci-dessus seront à mettre en ligne sur la plateforme e-attestations.

ARTICLE 7 – PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Le marché est traité à prix unitaires appliqués aux quantités (de repas) réellement livrées.

Les prix unitaires des différentes catégories de repas incluent les frais dits variables (les denrées alimentaires) et les frais dits fixes (les frais de personnel, exploitation, livraison...).

Les prix sont fermes pour la période allant du 1/05/2025 au 30/04/2026.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont ensuite révisables annuellement à la date anniversaire par application de la formule suivante :

$$P = Po (0.15 + 0.85 (I/Io))$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

Po : prix unitaire initial établi aux conditions économiques du mois M0

Io : indice des prix à la consommation – nomenclature Coicop 01 – produits alimentaires et boissons alcoolisées, publié par l'INSEE, identifiant 001763417, valeur connue au mois M0

I : dernière valeur de l'indice INSEE, identifiant 001763417 connue à la date de révision des prix

Après chaque révision, les valeurs P et I deviennent les valeurs Po et Io de la révision suivante.

Le titulaire du marché devra adresser au service achats de l'UGECAM BRPL ses nouveaux tarifs minimum un mois avant la date anniversaire. Aucune demande de révision de prix ne sera acceptée après la date anniversaire du marché.

Tout calcul effectué à l'intérieur de la formule de variation est arrêté à la 4^{ème} décimale ; le coefficient obtenu est limité à 3 décimales après arrondissement par défaut lorsque la 4^{ème} décimale est inférieure à 5, par excès dans les autres cas.

En cas de suppression de l'indice par l'INSEE (ou par un organisme habilité) :

- Si l'indice supprimé est remplacé par une nouvelle série avec ou non un coefficient de raccordement, cette nouvelle série s'appliquera pour effectuer la révision des prix ;
- Si l'indice supprimé est remplacé par plusieurs séries correspondantes ou qu'aucun nouvel indice n'a été défini, l'UGECAM BRPL proposera au titulaire du marché un nouvel indice. Le titulaire disposera d'un délai de 15 jours pour formuler son éventuel désaccord. Passé ce délai, l'absence de réponse de celui-ci vaudra acceptation du nouvel indice et un avenant au marché sera établi. En cas de désaccord exprimé dans le délai ci-dessus, les parties devront trouver un accord pour définir le nouvel indice applicable et établir un avenant au marché.

Clause de butoir :

En tout état de cause, la révision des prix ne pourra entraîner une augmentation annuelle des prix supérieure à 2%.

Clause limitative de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché si l'ajustement annuel des prix entraîne une augmentation des prix supérieure à 2%.

En cas de circonstances imprévisibles et exceptionnelles entraînant une augmentation supérieure à 2%, titulaire communiquera au pouvoir adjudicateur toutes pièces utiles justifiant les variations économiques subies. Une négociation pourra alors être engagée et un avenant pourra être conclu.

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur le jour de l'exécution des services, sauf disposition réglementaire contraire.

ARTICLE 8 – AVANCE – ACOMPTE

Il est fait application des dispositions des articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique.

Les prestations ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque élément de prestation et réception par le pouvoir adjudicateur.

Aucune avance facultative, ni aucun acompte ne sera accordé.

ARTICLE 9 – ETABLISSEMENT DES FACTURES - PAIEMENT

Les factures seront établies au début de chaque mois et concerneront les prestations effectuées le mois précédent.

Les prestations seront réglées sur présentation de situations mensuelles établies par le titulaire, sur lesquelles devront impérativement apparaître le nombre de repas par catégorie fournis effectivement le mois précédent par site.

Les prestations annexes seront réglées conformément au devis validé par le responsable du marché.

Les factures comporteront au minimum les mentions suivantes :

- Le nom et adresse du créancier,
- Le numéro SIRET,
- Le numéro de son compte bancaire,
- Les quantités détaillées par catégorie de repas,

- Les prix unitaires hors TVA, le taux de TVA, les prix unitaires TTC,
- Le prix total hors TVA, le montant total de la TVA et le prix total T.T.C.

Les factures seront adressées à la direction de l'établissement située 46 rue Jean Etoubleau – 85 000 La Roche/Yon.

Le paiement des factures sera effectué par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire, dans un délai de 30 jours suivant la réception de la facture.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L2191-13, R2192-31 et R2192-35 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur, au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40€.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre de pénalités ou de réfaction de prix seront déduites du montant de ces factures.

ARTICLE 10 – NANTISSEMENT – CESSION DE CREANCE

Conformément aux articles R2191-45 à R2191-53 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur remet au titulaire à sa demande :

- Soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « délivrée en unique exemplaire » en vue de permettre au titulaire de céder ou nantir ses créances
- Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

La demande de nantissement ou de cession de créances doit être adressée à l'Agent Comptable de l'UGECAM BRPL – 2 chemin du Breil – BP60075 – 44814 SAINT HERBLAIN CEDEX.

ARTICLE 11 – EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire effectue les prestations selon les prescriptions techniques, dans les conditions de qualité et de délais mentionnés dans les cahiers des clauses techniques particulières.

ARTICLE 12 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de manquement à ses obligations contractuelles, le titulaire du marché encourt, sans mise en demeure préalable aux pénalités suivantes.

Ces pénalités feront l'objet d'un avoir déductible du montant de la facture suivante.

Sont considérées comme des causes exonératoires de la responsabilité du Titulaire, et donc de l'application des pénalités, les hypothèses suivantes

- La force majeure au sens de la jurisprudence administrative ;
- Le fait de tiers (hors ceux intervenant sous la responsabilité du Titulaire) ;
- La faute de l'acheteur ou des personnes relevant de leur responsabilité au titre de l'exécution du présent marché.

La pénalité est notifiée par tout moyen permettant de s'assurer de sa réception par le Titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 20% du montant total hors taxes du contrat.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

Le tableau ci-après précise la nature et le montant des pénalités auxquelles le Titulaire s'expose en cas de non-respect du marché.

Thèmes	Domaine	Objectifs qualité	Modalité d'application des pénalités	Montant des pénalités en € HT
Pilotage	Encadrement et personnel	Participation aux réunions mentionnées au contrat	Par réunion annulée	100€ / annulation
		Absence de compte rendu validé après 15 jours ouvrables suivant la réunion	Par jour de retard	100€ / jour
		Non- respect du plan de progrès validé par l'établissement lors des commissions et réunions de qualité	Par non matérialisation du plan de progrès sous 15 jours	100€ / plan de progrès
		Absence de reporting mensuel d'activité et de traitement des statistiques selon article contractuel	Par défaut	250€/ par rapport manquants
		Absence de gestion de collaboration dans la gestion des commandes	Par défaut	250€/ par rapport manquants
		Absence de transmission du tableau de suivi du personnel du PRESTATAIRE (tableau des effectifs, date d'entrée, date de sortie, fonction, valeur ETP, salaire brut mensuel, coût annuel en € HT)	Par jour de retard après réception du courrier de l'établissement	100€ / jour
		Evaluation et suivi du taux de gâchis alimentaire	Par manquement de l'évaluation (70%) Par absence de rapport (30%)	200 € / absence ou manquement
		non-respect de l'heure de livraison (tolérance d'une heure sous réserve d'une livraison avant l'heure de début du service)	Par heure de retard	100€ / par heure de retard
		Non présence aux dégustations contradictoires	Par absence	150 €/absence
		Réalisation du plan de formation annuel	Absence de présentation de plan de formation et d'attestation de présence des stagiaires	150€ / par année
Hygiène & sécurité	Hygiène	Non réalisation des auto-contrôles et des contrôles bactériologiques	Par défaut	250€ / par analyses manquantes
		Non communication des analyses et audits au CLIENT	Par défaut	250€/ par rapport manquants
		Non-réalisation d'audits d'hygiène conformément aux modalités contractuelles	Par défaut	250€ / par audit manquant
		Contrôles bactériologiques (auto contrôle et externe)	Par défaut	50€ / par analyse positive
		non transmission des résultats de contrôles bactériologiques	Par défaut	80 € / par jour de retard
		non-respect des modalités de conditionnement des repas et de l'étiquetage des repas	Par défaut	50 € / par infraction constatée
		Contrôle des DLC/DLUO	Par défaut	50 € / produit à DLC/DLUO dépassés
		Conservation échantillon témoin	Par défaut	250€ / par produit manquant

Hygiène & sécurité	Hygiène	Tenue professionnelle	Par défaut	250€ / par produit manquant
		Défaut de traçabilité des viandes bovines	Par défaut	50€ / affichage manquant au self du personnel
		Défaut de conservation des échantillons témoins	Par défaut	100€ / échantillon
		Défaut de respect des vêtements de travail des équipes du PRESTATAIRE (relevé par les représentants de l'établissement)	Par défaut	50€ / par défaut
	Sécurité au travail	Absence d'analyse des risques et dangers	Par défaut	200€ / audit
		Absence d'élaboration du plan de prévention	Par défaut	200€ / audit
		DUERP	Par défaut	200€ / audit
		Plan de prévention des risques professionnel	Par défaut	200€ / audit
		Consignes de sécurité incendie	Par défaut	200€ / audit
		Formation de l'encadrement et des personnels	Par défaut	200€ / audit
		Non-respect des consignes de sécurité (commission sécurité incendie)	Par défaut	200€ / audit
		Absence de formation de l'encadrement et des personnels	Par défaut	50€ / par personnel
Environnement	Entretien	Non-respect du plan de nettoyage et d'entretien	Par défaut	50€ / par anomalies constatées par le CLIENT ou un laboratoire indépendant
		Défaut d'utilisation du matériel de cuisine et de distribution des prestations mis à disposition par l'établissement	Par défaut	100€ / par anomalies constatées par le CLIENT, nécessitant une intervention de maintenance curative
		Défaut entretien des locaux et rupture des consommables	Par défaut	50€ / par anomalies constatées par le CLIENT ou un laboratoire indépendant
Qualité	Techniques culinaires	L'offre alimentaire doit systématiquement intégrer une quantité de fibres de 30 Gr quotidien issues de denrées alimentaires naturelles et de façon diversifier	Absence des 30 gr de fibres/Absence d'une diversification	100€ / repas
		Obligation de fournir les fiches techniques	Par défaut	50€ / défaut
		Non-respect du process "textures modifiées"	Par défaut (absence de formation des professionnels et/ou non-respect de la granulométrie attendue)	200€ / repas
		Non-respect des marqueurs qualitatifs (Œufs plein air)	Par défaut	100€ / par défaut
		Non-respect des marqueurs qualitatifs (Viande origine France (Bœuf et Veau)	Par défaut	100€ / par défaut
		Non-respect des marqueurs qualitatifs (100% à base de légumes frais)	Par défaut	100€ / par défaut
		Non-respect des marqueurs qualitatifs (50% de fruits locaux)	Par défaut	100€ / par défaut
		Non-respect des marqueurs qualitatifs (taux de produits en Bleu Blanc Cœur - 1 à 3 fois par semaine)	Par défaut	100€ / par défaut
		Non-respect des marqueurs qualitatifs (Fromages locaux tel que décrit dans le cahier des charges)	Par défaut	100€ / par défaut
		Non-respect des marqueurs qualitatifs (3 pâtisseries élaborées sur place / semaine)	Par défaut	100€ / par défaut
		Non-respect des marqueurs qualitatifs (produits de région)	Par défaut (statistiques annuelles)	200€ / par défaut

Qualité	Techniques culinaires	o 1ère gamme : denrées brutes et crues = +/- 50 % o 2ème gamme : produits appertisés = +/- 5 % o 3ème gamme : surgelés = +/- 10 % o 4ème gamme : produits crus sous vides = +/- 30 % o 5ème gamme : produits cuits sous vides = +/- 5 %	Par défaut (statistiques annuelles)	500€ / par défaut
		Non-respect de la fréquence des repas à thème ou festifs prévus dans le marché.	Par défaut	300 € / par défaut
		Remplacement de produits figurant dans un repas par une gamme inférieure sans accord préalable du Pouvoir Adjudicateur	Par défaut	100 € / par défaut
		Non-respect de la liste des produits interdits annexée au contrat	Par défaut	50€ / par défaut
	Approvisionnement	Respect des marqueurs culinaires	Par tranche de 3 non respects des marqueurs sur une semaine	200€ / tranche
		Livraison postérieure à l'heure du début de service	Par récurrence	100€ de pénalité et non-paiement des repas
		Livraison partielle des repas	Par défaut	100€ / par repas manquant
		Non-respect des engagements produits (reprise du CCTP)	Par défaut (statistiques annuelles)	200€ / par défaut (tolérance de 10% selon saison)
		Non-respect des engagements produits (75% de légumes frais, garnitures, entrées et potages)	Par défaut (statistiques annuelles)	200€ / par défaut (tolérance de 10% selon saison)
	Nutrition	Obligation d'atteindre les objectifs nutritionnels ci-dessous : - Mixé lisse HP et Hypercalorique en systématique - 2000 à 2200 Kcal pour toutes les textures - 1,2 g prot/jour/kilo pour un poids de référence de 65kg (environ 80g prot/jour) - 30g de fibres par jour - Entre 6 et 8g de NaCl/ jour - 900mg CA/jour	Par défaut (statistiques annuelles)	200€ / par défaut
		Non-respect des alimentations thérapeutiques	Par défaut	250€ / par défaut
	Grammages	Non-respect des grammages	Par tranche de 10% < sur la base du cahier de grammage annexé au contrat	100€ / tranche
	Régimes	Non-respect des régimes	Par récurrence	100€ / défaut
	Carte de remplacement	Présence des produits présentés dans la carte	Par rupture	100€ / défaut
	Satisfaction	Résultat d'enquête de satisfaction acceptable	Par question	250 € par question avec résultats en dessous de 75%

ARTICLE 13 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de carence ou défaillance du titulaire, l'établissement concerné pourra prendre des dispositions pour assurer ou faire assurer l'exécution de la prestation par un tiers, aux frais et risques du titulaire conformément au CCAG-FCS.

L'éventuel surcoût des prestations sera supporté par le titulaire du marché.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Le titulaire du marché est responsable des dommages corporels ou matériels pouvant survenir à raison de l'accomplissement de ses prestations objet du marché ou des agissements de ses préposés, ainsi que des risques d'intoxication alimentaire.

Le titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande du pouvoir adjudicateur par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Lorsque l'UGECAM BRPL en fait la demande, le titulaire doit lui transmettre sous un délai de 8 jours une attestation d'assurance indiquant :

- Le nom et le siège social de la compagnie
- L'identité du courtier ou de l'agent général auprès duquel est souscrite la police,
- Les références de la police
- Le contenu exact des garanties
- Le montant de la garantie
- La date de prise d'effet de la police et sa date de fin.

ARTICLE 15 – DIFFERENDS ET LITIGES

Conformément aux dispositions de l'article R2197-1 du code de la commande publique, en cas de litige, les parties pourront recourir à l'arbitrage.

Les différends et litiges concernant l'interprétation et l'exécution du présent marché qui ne pourraient être surmontés d'un commun accord relèveront de la compétence du Tribunal de Grande Instance de NANTES.

ARTICLE 16 – SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Pour rappel, le qualificatif de sous-traitant figurant dans ce texte européen désigne le fournisseur titulaire du marché.

Pour l'exécution du service, objet du présent contrat, le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les finalités de la prestation qui font l'objet du contrat ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'UGECAM BRPL. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'UGECAM BRPL. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'UGECAM BRPL de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - o S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- Prendre compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut
- Demander l'autorisation à l'UGECAM BRPL pour faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Il doit informer préalablement et par écrit l'UGECAM BRPL de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants.

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'UGECAM BRPL dispose d'un délai minimum de 15 jours, à compter de la date de réception de cette information, pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'UGECAM BRPL n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

16.1 Droits d'informations des personnes concernées

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'UGECAM BRPL avant la collecte de données.

16.2 – Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider l'UGECAM BRPL à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire doit répondre au nom et pour le compte de l'UGECAM BRPL et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet des prestations prévues par le présent contrat.

16.3 – Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'UGECAM BRPL toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par mail à l'adresse suivante : rgpd.ug-brpl@ugecam.assurance-maladie.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'UGECAM BRPL, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'UGECAM BRPL, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte de l'UGECAM BRPL, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés

- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
- La description des mesures prises ou que l'UGECAM BRPL propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
Dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'UGECAM BRPL, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'UGECAM BRPL, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
- La description des mesures prises ou que l'UGECAM BRPL propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'UGECAM BRPL de ses obligations :

Le titulaire aide l'UGECAM BRPL pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

16.4 – Mesures de sécurité

La titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physiques ou techniques
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité de l'UGECAM BRPL et ceux définis par lui-même en interne.

16.5 – Désignation d'un DPO

Le titulaire s'engage à communiquer à l'UGECAM BRPL le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, s'il en a désigné conformément à l'article 37 du Règlement Européen.

16.6 – Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement de l'UGECAM BRPL contractant pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données de l'UGECAM BRPL
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement.

16.7 – Documentation

Le titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

16.8 – Sort des données

Au terme du contrat, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'UGECAM BRPL.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

16.9 – Données concernées par le présent marché

Concernant ce marché, le titulaire aura accès :

- A certaines données administratives et médicales des personnes prises en charge par l'UGECAM BRPL,
- A certaines données en lien avec les activités de l'UGECAM BRPL

L'ensemble des obligations et responsabilités énumérées dans cet article s'imposent concernant le traitement de ces données personnelles.

ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'applique à toutes les informations relatives au pouvoir adjudicateur qu'il a recueilli à l'occasion de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 18 – OBLIGATION DU TITULAIRE D'INFORMER LE POUVOIR ADJUDICATEUR DE TOUT CHANGEMENT DE SITUATION

Tout jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

ARTICLE 19 – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'UGECAM BRPL pourra mettre en œuvre, pendant toute la durée du marché, une clause de réexamen.

Cette clause pourra s'appliquer sur l'étendue de la prestation, en diminution ou en augmentation, dans les cas énumérés ci-après.

L'UGECAM BRPL pourra revoir le périmètre de la prestation dans les cas suivants :

- Réorganisation des services suite à l'évolution de l'activité de l'établissement,
- Evolution du type d'activité ou des pathologies traitées dans l'établissement,
- Fermeture ou transfert d'activité d'un service ou d'un site,
- Ouverture d'une nouvelle antenne.

La clause de réexamen pourra être mise en œuvre à tout moment, avec un délai de mise en application d'un mois suite à la notification au titulaire du marché.

Dans le cas où une telle clause de réexamen serait à activer, l'UGECAM BRPL et le titulaire du marché se rencontreront pour définir les modalités de sa mise en œuvre. L'accord entre les deux parties sera matérialisé par un avenant au contrat initial.

ARTICLE 20 – PRESTATIONS SIMILAIRES A CELLES DU MARCHÉ

Des marchés de services qui ont pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du marché exécuté par le titulaire pourront lui être confiés en faisant application de la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence prévue à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra pas dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 21 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié pour les raisons et dans les conditions précisées dans les articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

Le marché pourra également être résilié par l'UGECAM BRPL, et ce sans indemnité pour le titulaire, sur constat d'un manquement à l'une des obligations suivantes du titulaire :

- Non-respect de la réglementation en vigueur,
- Non-respect répété du CCTP,
- Non-respect répété du CCAP,
- En cas de retards répétés.

ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 13 déroge à l'article 14 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (pénalités de retard).